ASSEMBLÉE NATIONALE

1er mars 2024

RELATIF À L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET
DE LA RADIOPROTECTION POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA RELANCE DE LA
FILIÈRE NUCLÉAIRE - (N° 2197)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CD358

présenté par

Mme Laernoës, Mme Batho, Mme Chatelain, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco,
M. Ben Cheikh, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie,
Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché,
Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 2

Après le mot :

« activités »,

rédiger ainsi la fin de la seconde phrase de l'alinéa 13 :

« , y compris auprès du public ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste propose d'inscrire dans la loi l'exigence de publication des résultats et des positions scientifiques et techniques d'expertise, en amont de la prise de décision et de son élaboration.

Le regroupement en une seule autorité des fonctions d'expertise et de décision, ne doit pas susciter la moindre suspicion sur l'indépendance des travaux d'évaluation des risques.

Suite aux modifications du Sénat, l'article 2 du présent projet de loi prévoit que le règlement intérieur de la future autorité organise la distinction entre les travaux d'évaluation des risques, conduits par les services d'expertise, et de la décision qui revient au collège de la future autorité ou est prise par la Direction générale par délégation.

La publication des travaux d'évaluation des risques et des recommandations techniques, en amont du processus de décision, est indispensable et permet de renforcer ce principe d'indépendance. Il permet en outre de se prémunir du risque réputationnel d'asservissement de l'expertise à la

décision, et donc de donner à la future autorité les moyens de maintenir ainsi la confiance du public dans ses travaux et décisions.

C'est également une condition sine qua non pour assurer l'indépendance de l'expertise et sa transparence et ainsi permettre l'adhésion de la population.

Cet amendement a été travaillé avec l'intersyndicale de l'IRSN.